

Le Monde, "La Métropole du Grand Paris est dans une impasse", 6 octobre 2017

Le président du conseil départemental des Hauts-de-Seine défend la fusion de communes et de départements.

Président (Les Républicains) du conseil départemental des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian s'oppose à la disparition des départements dans la Métropole du Grand Paris. Il appelle le gouvernement à encourager la fusion volontaire des communes en Ile-de-France.

Vous dressez un constat d'échec de la métropole. Emmanuel Macron n'a-t-il pas raison de vouloir la réformer ?

La métropole est un héritage empoisonné pour Emmanuel Macron. Ce que les gouvernements socialistes précédents ont fait en Ile-de-France n'est ni fait ni à faire. Nous sommes dans une impasse.

L'Ile-de-France a aujourd'hui cinq échelons au lieu de trois en 1999. Les deux étages récents que sont la Métropole du Grand Paris et les douze établissements publics territoriaux qui la composent ne fonctionnent pas. Or, on entend dire qu'il faudrait détruire les départements pour renforcer ces deux échelons. Je ne peux pas être favorable à la destruction de ce qui marche pour consolider ce qui ne marche pas.

Ne faut-il pas aller vers une simplification des structures ?

Faire disparaître les trois départements de la petite couronne reviendrait à faire disparaître 138 conseillers départementaux. En échange, on maintiendrait douze « territoires » au sein desquels siègent 1 054 membres qui ne sont pas élus par les habitants mais désignés par les communes. Il faut y ajouter 209 conseillers métropolitains. On supprimerait ainsi 138 élus au suffrage universel pour les remplacer par 1 263 personnes désignées. Ce n'est pas ce que j'appelle un grand progrès démocratique et de simplification !

J'ajoute que la suppression des départements risque de donner un coup de frein à la croissance économique de la région. Les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne investissent chaque année environ 1 milliard d'euros. S'ils sont condamnés, le temps que de nouvelles administrations se mettent en place, il n'y aura plus d'investissement. On risque de se tirer une balle dans le pied au moment où l'Ile-de-France voit son attractivité renforcée du fait du Brexit.

Quel doit être, selon vous, le bon périmètre de la Métropole du Grand Paris ?

La frontière de la Métropole a été définie pour des raisons électoralistes. On y a inclus un département de droite et deux départements de gauche autour de Paris pour que la gauche puisse avoir une chance de la gouverner. A la même époque, Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, avait manifesté son intention d'être candidat à la tête de la métropole. C'est un découpage absurde qui ne tient pas compte de la réalité du bassin de vie de l'Ile-de-France qui est en constante évolution. Cette coupure consiste en outre à vouloir opposer le rural et l'urbain.

Une métropole renforcée qui serait cantonnée à la zone ultra-dense de l'Ile-de-France risquerait d'apparaître comme un « îlot de privilégiés » aux yeux du reste du pays. On accentuerait alors un sentiment de coupure avec le reste de la nation. Il faut que la métropole soit à la taille de la région pour que son périmètre soit opérant.

Que faudrait-il faire ?

Plutôt que de vouloir regrouper les maires des « territoires » contre leur gré, il serait plus judicieux d'encourager les fusions de communes en Ile-de-France. Il faudrait aussi encourager les fusions de départements.

Avez-vous bon espoir que le gouvernement autorise la fusion des Hauts-de-Seine et des Yvelines pour laquelle vous œuvrez ?

Si le périmètre de la métropole s'étend à la région, cette fusion prendrait encore davantage son sens. Elle serait une vraie mesure de simplification.

Propos recueillis par Béatrice Jérôme

Le Monde daté du vendredi 6 octobre 2017 http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/10/05/patrick-devedjian-la-metropole-du-grand-paris-est-dans-une-impasse_5196562_823448.html#a9QoutUBUXH8moVpC.99